

Le libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTEL

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Chèque postal : Content 458-22 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : Un an . . . 10 fr. Six mois . . . 5 fr.
POUR L'ÉTRANGER : Un an . . . 15 fr. Six mois . . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

Un Attentat du Militarisme français

« La France se prépare à lâcher les chiens de la guerre », dit M. Lloyd George

Un homme qui s'y connaît en affaires d'États — M. Lloyd George — décrit, dans un article que traduit récemment le Journal, tous les préparatifs de guerre de la France que rien ne justifie, même du point de vue nationaliste libéral qui est celui de l'ex-premier ministre britannique.

L'Allemagne qui, avant la guerre, avait sur le pied de paix une armée de 300.000 hommes et des réserves de plusieurs millions, a aujourd'hui, une armée de 100.000 hommes au total — environ un tiers de l'armée polonaise. Le formidable équipement allemand qui, pendant quatre ans, a réduit en poussière les villes et les villages du Nord de la France, est ou détruit, ou dispersé sur les places publiques des vainqueurs. L'armée autrichienne, qui, en 1913-14, comptait 820.000 hommes en temps de paix et deux ou trois millions d'hommes exercés en réserves, est aujourd'hui réduite à une faible force de 30.000 hommes. Malgré cela, la France a encore une armée de 736.000 hommes sous les armes, avec des réserves exercées de deux ou trois millions d'autres hommes. Elle renforce et développe son aviation militaire, comme si elle craignait qu'elle ne soit envahie par l'ennemi. En 1914, la France avait 400 avions ; elle en a aujourd'hui 1.152. Mais les chiffres ne signifient pas grand-chose. Les dimensions, la puissance et la destination des engins importent, par contre, beaucoup. Parmi les 1.152 avions d'aujourd'hui, on trouve des engins de bombardement à une puissance de destruction telle qu'en 1914 on n'y songeait même pas. Ces préparatifs ne permettent que trop de prévoir combien sinistre serait le conflit, si la folie humaine se prononçait à nouveau pour la guerre. Une seule bombe lancée par un de ces nouveaux avions de bombardement contient plus de destruction que celle qui cent de celles des anciens avions. Et les dimensions de l'engin et de ses bombes s'accroissent d'année en année. On s'arrêtera-t-on ? Et quel est le but de tout cela ? On est l'ennemi ? Ou est la menace qui pousse à des préparatifs militaires aussi gigantesques ?

Pas un des voisins de la France n'a aujourd'hui une armée qui atteigne un quart du chiffre formidable de ses troupes. L'Allemagne ne fournit plus un prétexte convenable. La population de l'Allemagne est égale à la population totale de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Tchéco-Slovaquie, mais son armée arrive à peine à un septième des forces totales de ces quatre nations. La Roumanie seule, avec une population de 15 millions, a une armée qui est le double de celle qui le traité de Versailles laisse à l'Allemagne et à ses 50 millions d'habitants. On ne peut plus à ces jeunes hommes de s'entraîner au maniement des armes. Son équipement militaire est détruit ; ses arsenaux et ses ateliers sont inspectés minutieusement par des officiers alliés, dans la crainte qu'un équipement nouveau ne soit préparé en secret. Il n'y a donc plus besoin d'une armée de 700.000 hommes pour tenir l'Allemagne en respect.

Cependant, une autre puissance entretient une armée aussi formidable que la France. C'est la Russie. Mais, selon Lloyd George lui-même, la menace de l'armée bolcheviste ne peut justifier le militarisme agressif du gouvernement de M. Poincaré. La seule autre armée formidable d'Europe est l'armée russe. Il est difficile de se procurer des données sûres concernant la Russie. Les brumes qui montent de ce marécage politique et économique masquent et déforment toutes les images. Les statistiques concernant son armée varient suivant le point de vue de celui qui les cite. Le dernier chiffre donné par les Russes eux-mêmes est de 800.000. Sur le papier, cette armée paraît aussi formidable que celle de la France. Mais les événements de ces dernières années montrent clairement que l'armée russe n'est forte que dans la défense et qu'elle n'a aucune valeur offensive. Elle n'a ni les transports qui donnent la mobilité, ni l'artillerie qui rend une armée redoutable dans l'attaque. L'invasion de la Pologne, en 1920, a été une comédie ; devant le premier geste de résistance de la part des Polonais, les Bolchevistes se réfugièrent dans leurs places fortes, sans s'arrêter pour décocher la flèche qu'ils avaient lancée contre les Russes. L'état des arsenaux et des usines russes sous le régime bolcheviste est tel que toute tentative faite pour récupérer leurs armées, doit nécessairement échouer. L'armée russe ne justifie donc en rien le maintien, en Europe, d'armements d'une importance accrue.

Et voici la conclusion de l'ex-premier ministre anglais :

Le rétablissement économique de l'Europe est sérieusement retardé par les dépenses qu'occasionne le nouveau militarisme. Le vieux continent jette, des deux mains, aux chiens de la guerre, le pain qui devrait nourrir ses enfants. Un jour, ces chiens, dans leur sauvagerie furieuse, se tourneront contre les enfants et les déshérités.

Ces paroles dans la bouche de Lloyd George, ancien associé de MM. Poincaré et Clemenceau dans la guerre du Droit, de la Justice et de la Civilisation ne manquent pas de gravité tragique. Un des complices de la sinistre aventure se « met à table » avec la conscience du monde. Enregistrons les aveux et profitons-en pour tirer l'actuelle leçon des événements.

Anarchistes, préparons-nous à la résistance contre la guerre, contre toutes les guerres, quelles qu'en soient les formes imprévues, quelles que soient les idéologies nouvelles dont se marquent la vieille face pourrie de la Dame-à-la-taule.

Les ordres de Daudet sont exécutés

Mardi, dans l'« Action Française », Léon Daudet exigeait du gouvernement, avec des arrestations en masse, l'édification d'un « grand complot » contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Le voici bien servi.

Tous les membres du Comité d'Action contre la guerre : Monmousseau, Treint et Cazals, secrétaire de la C. G. T. U. ; Sémard, Gourdeaux, Piétri, Marrane, Jacob, Massot et Paquereau, ont été arrêtés.

Une demande de levée d'immunité parlementaire est déposée à la Chambre contre Marcel Cachin, afin de pouvoir procéder à son arrestation.

Des perquisitions ont été opérées à la C. G. T. U. et à l'« Humanité ».

Les détenus sont encore au régime du droit commun.

Anarchistes, nous sommes contre toutes les prisons, contre tous les arbitraires. Que la répression gouvernementale s'exerce au nom de l'Autorité bourgeoise ou de la « Dictature du Proletariat », nous sommes avec tous les emprisonnés, tous les poursuivis, tous les traqués, contre tous les emprisonnements quelle que soit leur formule d'oppression.

Aussi, dans ces circonstances, et devant les graves événements qui se préparent, nous joignons notre protestation à celle des organisations touchées par le coup de force des valets d'Action Française.

Eternels persécutés, les Anarchistes sont avec tous ceux qui tombent sous les coups de l'Etat et de la Patrie.

La Guerre !

Une fois de plus, le spectre immonde se dresse. N'avait-il pas été vainement dissipé ; mais, cette fois, il se fait menaçant par la faute de quelques gredins.

L'Allemagne doit payer, entonne avec un ensemble touchant toute la grande presse ; elle oublie seulement de dire que ce pays a versé quatre-vingts milliards, saignant aux quatre veines le prolétariat allemand, quatre-vingts milliards qui ont servi à payer les intérêts des emprunts successifs faits pour la bonne continuation de la grande guerre du droit. Quant aux réparations des régions libérées, on n'y songe guère.

La question du charbon. Les mineurs du Nord et de la Loire, licenciés parce que la houille extraite reste sur le carreau, chôment dans la métallurgie, le tout voulu, organisé par le patronat français. Mais comme il faut qu'il y ait des coupables et que ce ne peuvent être nos bons capitalistes, vite ils s'emparent de charger l'Allemagne, et, par contre-coup, les ouvriers allemands de tous les péchés d'Israël ; ce qui permettra à nos gouvernements de mobiliser les troupes et de les faire pénétrer dans le bassin houiller de la Ruhr et le centre métallurgique d'Essen, pour le plus grand profit des industriels français.

Encore une fois, c'est la guerre qui se prépare. Mais qui font donc, pendant ce temps, les travailleurs de France ?

Un sentiment de stupeur s'est emparé des prolétaires à qui on avait promis que c'était la dernière. Sous le prétexte d'avoir souffert, ils se tenaient chez eux, encaissant dans un égoïsme confiant, croyant aux promesses faites par nos gouvernants. Et les naifs, ayant confiance en des gens dont la seule raison de vivre est de faire la guerre, espèrent toujours que la mobilisation s'arrêtera à quelques classes et ne les atteindra pas. Pauvres naifs !... Peut-on savoir où une mobilisation s'arrêtera ? Ne se souviennent-ils plus qu'en 1914 le succès ne devait durer que trois mois ?

Par tous les Moyens
Contre la Guerre
Contre toutes les Guerres !

Encore une fois, les capitalistes de la métallurgie française, soutenus par les gouvernants et les politiciens à leur solde, compromettent la paix du monde pour l'accomplissement de leurs piraeries. Le Comité des Forges, exploitant la bêtise patriotique et la haine réactionnaire, avec la complicité d'un Poincaré et d'un Léon Daudet, vient d'obtenir l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Les potentats de l'industrie vont faire peser sur le prolétariat d'Allemagne tout le poids de l'oppression et de l'exploitation les plus féroces. Et si les ouvriers de la Ruhr se révoltent contre ce militarisme français, le plus odieux de tous aujourd'hui, s'ils veulent, à bout de privations et d'humiliations, secouer le joug insupportable, s'ils défendent leurs machines et leurs mines, s'ils veulent s'emparer des moyens de production dont ils sont les vrais actionnaires, si la Révolution éclate dans l'Allemagne prolétarienne — les capitalistes français exigeront des valets qu'ils ont mis à la tête du pouvoir, la mobilisation, la guerre — encore une fois la « dernière des guerres... »

Déjà, l'Action Française, par la bouche de son pourvoyeur de bagues, exige que des sanctions intérieures assurent le succès des sanctions extérieures. « Pour que tout se passe tranquillement dans la Ruhr », Léon Daudet réclame « ici l'état de siège ».

Déjà des arrestations sont opérées. Partout on perquisitionne, on poursuit.

Une odeur de pourriture monte des cloaques nationalistes. Ça sent la guerre.

Anarchistes, préparons-nous. Au sein des masses ouvrières, propagons l'idée de révolte contre toute levée de classes. Soutenons de nos efforts les organisations du prolétariat qui se préparent à répondre par la grève générale insurrectionnelle à l'ordre de mobilisation. Efforçons-nous aussi pour que, dans ces circonstances, les travailleurs restent maîtres de leur action révolutionnaire, pour qu'ils restent, dans leur rébellion, sur le seul terrain de la vie économique, afin qu'ils ne puissent pas, par surprise, être entraînés, comme en 1914, dans le sillage mortel des patries, sous prétexte d'antimilitarisme et de civilisation.

Les anarchistes s'efforceront de soulever le prolétariat pour que, du simple refus collectif de combattre dans les armées gouvernementales (quels que soient les gouvernements auxquels ces armées appartiennent), les travailleurs poussent leur action révolutionnaire jusqu'à la prise de possession des moyens de production, commune par commune. Et les anarchistes sont convaincus, qu'ainsi faisant, les prolétaires rendraient impossible moralement et matériellement toute guerre.

Mais si les événements prenaient un cours analogue à celui de 1914, si la folie guerrière s'emparait des foules populaires et les diviserait en deux armées au service des chefs de la politique ou des potentats de l'industrie, si les anarchistes se voyaient absolument incapables de sauver le prolétariat par une action révolutionnaire de masses, au moins garderaient-ils, par leur attitude individuelle, la possibilité de parler, d'écrire et d'agir contre la guerre.

Anarchistes, à l'ordre de mobilisation nous opposerons, quoi qu'il arrive, la pureté de notre conscience et la force de notre volonté. Anarchistes, nous nous refuserons à tuer par ordre. Et, si nous sommes capables d'héroïsme, nous préférerons lutter et mourir pour la défense de notre Anarchie que pour la prospérité et la gloire d'une patrie que nous renions.

Anarchistes, par tous les moyens, contre la guerre, contre toutes les guerres !

L'UNION ANARCHISTE.

La Protestation du Syndicat du Bâtiment

Le Syndicat unique du Bâtiment proteste énergiquement contre les arrestations opérées : malgré cela, l'action ne pourra se ralentir une seule minute. Les camarades du Bâtiment sont invités à se tenir prêts à répondre à tout appel pour un mouvement énergique de protestation qui pourrait leur être adressé, soit de la C.G.T.U., soit de l'Union des Syndicats de la Seine.

Le secrétaire du Syndicat du Bâtiment : FOUGERON.

Voir en 4^e page, en tête de la « Tribune syndicale », la Protestation du Comité de Défense Syndicaliste.

Henri DELECOURT.

Bouvet, condamné, crie :
« A bas la Guerre ! Vive l'Anarchie ! »

A l'heure où le militarisme français, arrivé à l'apogée de sa puissance et de son cynisme, s'exerce sur le prolétariat de la Ruhr, en ces jours de triomphe pour les Poincaré et les Léon Daudet, parmi la veulerie générale des travailleurs français, nous venons de voir condamner férocelement le jeune homme qui ne put retenir son dégoût, son indignation, sa colère contre la guerre triomphante et magnifiée en ce 14 juillet 1922.

C'était lundi que Bouvet, notre Juvénal, — corps frêle, âme ardente — comparait devant le jury de la Seine.

Contre lui il avait toute la force publique, mélange de pompes éloquentes, grandiloquentes et figuratives en la présence imposée des juges et procureur drapés d'un rouge symbolique, de bêtise impassible attentive au nombre inamuable des douze jurés, et de chienne aboyante et bavarde en la rue haïssable de toute la fiscalité civile, médicale et galonnée...

Pour lui, il nous avait d'abord, nous tous, les réfractaires de toutes tendances, tous les compagnons anarchistes, tous ceux qui l'avaient connu, dans sa fièvreuse inquiétude de jadis et qui avaient compris le désespoir de son geste isolé, la protestation éplorée de ses deux coups de revolver en plein cortège officiel de Fête Nationale, au défilé des Assassins de la Grande Guerre...

Et si je fus là, de tout mon cœur avide de faire comprendre à Bouvet notre amour, et de toute mon attention

anxieuse de ne pas apporter à ses ennemis les juges et les jurés, par mes paroles, l'aliment de leur brutalité, je ne m'y sentais que le porte-parole des compagnons.

Pour le jeune Bouvet, il y eut notre vieil Han Ryner, fidèle à tous les rendez-vous, quand il s'agit de sauver un homme en combattant pour l'individu libre contre l'hydre autoritaire.

Il n'y eut pas Anatole France.

Mais il y eut enfin, un père qui vint défendre son enfant sans l'accabler de reproches, un père camarade, un père humain, un père douloureux mais fier, le père Bouvet incarnant dans son corps fatigué de travail et avec sa droite conscience simplement révoltée, la paternité prolétarienne.

Rien de tout cela ne toucha ni les jurés ni les juges. M^{rs} Létrange put, de toute sa conviction chaleureuse, plaider pour la seule mesure qui s'imposait : l'acquiescement. Un verdict de haine et de peur fut rendu : cinq ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour.

« Une telle sentence, pour Bouvet, rongé de tuberculose, équivalait à la peine de mort », disait son avocat.

Les jurés n'ont pas sourcillé... Sans doute ont-ils parfaitement compris. C'est bien cela que ces bourgeois patriotes voulaient, hypocritement, pour l'anarchiste qui accueillait l'arrêt de la Cour aux fiers cris de : « A bas la Guerre ! Vive l'Anarchie ! »

André COLOMER.

Douze hommes de pierre ou douze coquins

Je n'avais jamais assisté à une séance en Cour d'assises. J'ai eu hier la curiosité, comme l'on jugeait notre camarade Bouvet, d'aller voir ce que pouvaient être ces sortes de jugements. Je dois confesser que je suis sorti de cet antre, furieux autant que navré.

Comment ! Voilà douze individus qui savaient que Bouvet n'avait pas eu un instant la volonté de tuer, qui savaient que son acte n'avait entraîné aucune mort d'homme, qui savaient, enfin — comme le leur disait M^{rs} Létrange — que l'homme qui comparait devant des juges était un homme malade, et que répondre par l'affirmative aux trois questions posées c'était, de toute façon, l'envoyer à la mort : comment ! voilà des hommes qui n'ont pas hésité devant l'acte formidable !

Qu'ont-ils donc de commun avec la race humaine, ces hommes serviles ? Sont-ils pères de famille ? Dans la salle, il y avait un père à qui ils auraient dû penser. On lui de la famille, des amis ? Celui que, dans un instant ils allaient condamner froidement en avait près de lui. Alors ?... Une seule réponse à ces points d'interrogation : ces douze coquins venaient à en justiciers, et rien n'aurait pu les persuader, encore moins les détourner, de l'idée qui était la leur : condamner cet anarchiste.

L'avocat général, en assimilant le cas de Bouvet à celui d'Emile Henry et de Caserio, savait bien ce qu'il faisait : il poussait par la peur ces douze misérables à leur crime de condamnation.

Ah ! Bourgeois, lesbins au service du pouvoir, vous assumez là une bien grande responsabilité. Avez-vous jamais pensé aux lendemains que vous vous préparez ? Allez-y, gens braves ; la réaction vous protège. Continuez à condamner ces sales anarchistes, faites fi de la douleur d'aujourd'hui, empêchez que ne se manifeste la pensée : mais, surtout, soyez forts pour qu'un jour prochain ne jaillisse comme un torrent l'esprit de révolte que vous aurez si bien fait naître au cœur des individus et qui, vous renversant comme des fûts, entrainera avec vous la pourriture dans laquelle vous vous vautrez.

Peut-être alors pourrions-nous instaurer, sur les ruines de votre soi-disant civilisation, une ère de prospérité et de fraternité.

J. BUCCO.

UNION ANARCHISTE

SAMEDI 27 JANVIER 1933

à 8 h. 30 du soir

dans la Grande Salle

de l'Union des Syndicats

Pour les camarades anarchistes italiens

VICTIMES DU FASCISME

Grande Fête de Solidarité

Avec le concours assuré et gracieux de La Muse Rouge et du Théâtre Confédéral

Entrée : 2 francs

APRÈS 9 JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM

Merschaert est enfin au régime politique

Venu en toute hâte de Lille, notre camarade Wasniaux était venu nous apprendre que Merschaert avait été, le 3 janvier, remis au régime du droit commun. Depuis le jeudi 4 janvier, depuis neuf jours il faisait la grève de la faim.

Immédiatement des démarches ont été faites par nous auprès de M^{rs} Suzanne Lévy et de M^{rs} Henry Torrès. Ceux-ci ont été s'informer au ministère de la Justice.

Au cabinet de M. Colrat, on répondit que la CIRULAIRE BARTHOU RELATIVE AU « RÉGIME POLITIQUE » N'ÉTAIT PAS ABRÉGÉE.

Dorénavant, tout condamné ou inculpé pour délit d'opinion n'aurait pas, a priori, droit au transfert au quartier politique. Chaque cas sera examiné, individuellement, par le ministre et, selon les circonstances, les arrêtés bénéficieront ou non, du régime de faveur, par MESURE DE GRACE.

En attendant, Merschaert était toujours au droit commun.

Décidé à pousser jusqu'au bout son sacrifice pour l'application du régime qui lui était dû, Merschaert, très affaibli, malade même, donnait de vives inquiétudes à ses amis qui ne pouvaient même pas le visiter.

Des meetings de protestation ont eu lieu à Lille, à Roubaix, à Tourcoing, par les soins du Comité de Défense Sociale et de l'Union Anarchiste.

A la dernière heure, nous apprenons que le ministre s'est décidé à appliquer le « régime politique » à Merschaert.

Notre campagne doit, malgré tout, se poursuivre. Car il est inadmissible que le « régime politique » soit considéré comme une grâce : c'est un « droit ». Ce « régime » ne doit pas être appliqué au compte-gouttes mais intégralement.

Le Comité de Défense Sociale, avec le concours de toutes les organisations intéressées, se prépare à une agitation intense dans le pays afin d'obtenir du gouvernement plus que des tolérances particulières : l'assurance formelle que tout détenu pour un délit d'opinion quel qu'il soit sera immédiatement transféré au quartier politique.

Seules la vigilance, l'énergie des révolutionnaires peuvent endiguer ce flot de fascisme qui risque d'ensevelir les dernières libertés dont nous jouissons encore — s'il n'est pas désirois d'appeler à liberté le « régime politique » dans les prisons !

MENUS PROPOS

Ainsi donc, c'est bien entendu : un communiste éprouvé ne peut plus appartenir à la Ligue des Droits de l'Homme ni à la Franc-Maçonnerie. Fort bien. Cela débarrassera le Parti de quelques arrivistes trop pressés. Il en restera toujours assez, aussi pressés d'ailleurs mais plus habiles.

Mais peut-on appartenir au Parti Communiste et aux *Ecrivains Combattants*, être le confrère de Cachin et de Binet-Valmer, le camarade d'Henri Barbusse et d'Henri Ghéon ?

Je pose ces questions à propos du citoyen Gabriel Reuillard. Il est vrai que Martinet vient de reprendre la direction littéraire de l'*Humanité*. Et le petit Reuillard est bien capable de démissionner du Parti si on lui enlève son petit siège.

Quoi qu'il en soit, j'espère que la *Page littéraire* de l'*Humanité* renouée, nous donnera quelque jour son avis sur cette archedoctrinaire de pitres et de clowns qui s'intitule : *Association des Ecrivains Combattants*.

Dans un numéro du *Libertaire*, j'avais pris à partie quelques écrivains dits de gauche et qui adhéraient aux *Ecrivains Combattants*. Je leur ai envoyé à chacun un numéro du journal. Un seul a donné signe de vie. Nous en reparlerons. Les autres observent un silence piteux. Roland Doragelles lui-même tait désormais son pseudo-anarchisme. Quoi donc ! La consigne est-elle donnée par Foch et Pétain de la boucler ? Quelle admirable obéissance !

Gabriel Reuillard non plus n'a rien répondu. Je lui en reparlai dans une lettre, à laquelle était jointe un poème de Samson : *A fautes*. Reuillard n'a pas reçu ma lettre ! Du moins, il le dit à un ami de Samson. Je lui en ai renvoyé une autre recommandée. Trois semaines après, il publia le poème de Samson. Mais toujours aucune réponse au sujet des *Ecrivains Combattants*.

Allons Trosky, quand vos loirs de critique dramatique vous le permettront, faudra prendre ça en mains. Le petit Reuillard n'en menefera pas large.

L'ami Samson me signale de Suisse, un numéro de l'*Humanité* où l'on proclame : « Il n'est pas dans nos intentions de faire l'apologie du refus de service militaire. »

Je pense bien. Je me rappelle avoir survécu à la lecture d'un autre article au titre grandiloquent : *La grande pitié des déserteurs*. Il y était question seulement des déserteurs ayant fait leur devoir (sic) et pour lesquels on implorait la clémence du Bloc national trop ingrat.

Samson ajoutait : « Depuis que nous sommes ministres et des généraux, nos communistes deviennent drôles ». Mais non, mon cher camarade, pas drôles du tout : strictement logiques. Comment voulez-vous qu'un *Ecrivain combattant* (et battu) comprenne jamais la simple beauté de l'insoumission.

N'est-ce pas, citoyen Reuillard ?

Victor Marguerite sera donc rayé des cadres de la Légion d'Honneur. Quel brouhaha dans le monde littéraire. Il y a de quoi se tordre.

L'*Humanité* avait d'abord protesté elle aussi — sous l'impulsion de l'écrivain combattant Reuillard, sans doute ?... Martinet vient heureusement de remettre les choses au point.

Citant Albert du Bois, il constate avec lui : Victor Marguerite a reconnu la compétence de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur au point de vue littéraire le jour où il a accepté la décoration de la Légion d'honneur à titre d'écrivain. En acceptant d'être ainsi honoré, il a implicitement reconnu à ceux qui l'honoraient, le droit de le flétrir le jour où ils le jugeraient à propos. Ces deux droits se tiennent. L'un ne va pas sans l'autre. Quand on accepte d'être embrigadé dans une Légion, on accepte de respecter ses traditions, sa discipline et son code de l'honneur.

« Voilà qui est parler d'or, dit Martinet. » Nous sommes absolument de son avis.

Mais vous ne trouvez pas que ce raisonnement s'applique également bien à certain communiste notoire, qui obtint la Légion d'honneur à titre militaire, et fit un joli raptus le jour où on lui enleva son ruban rouge ? N'est-ce pas Noël Garnier ?

M. Jean Maxe qui publie chez Bossard les *Châtiments* de l'Anti-France, fait preuve d'une abrutissante et monumentale bêtise. J'avais écrit un jour, pour rire, deux poèmes, genre art nouveau. Je les avais publiés dans les *Humiliés* avec un commentaire où j'expliquais la recette à l'usage des jeunes poètes avides de renommée. J'avais bien précisé que mes poèmes étaient une innocente plaisanterie. Hélas ! il est des gens qui abusent de la permission d'être bêtes. Le Jean Maxe prend ça au sérieux ! Il le cite dans son dernier *Cahier de l'Anti-France* (page 447). Mieux : les poèmes étant datés d'assoultion où j'étais en vacances, il fulmine contre ce groupe scolaire Michelet d'Issoudun qui s'appliquait joliment au dadaïsme ? (sic).

Ah ! ficaille, on reconnaît bien toujours son inguérissable connerie !

L'*Ecrivain combattant* qui m'a répondu, c'est M. Florian-Parmentier. Ecrivain, combattant, et éditeur aussi. Il dirige les éditions du *Fauconnier*. Il dirige une collection des *Petits chefs-d'œuvre contemporains* (sic) qui débute par une étude : *Le Génie*, de M. Florian-Parmentier. Pas moine !

M. Florian-Parmentier me rappelle qu'il a écrit l'*Ouvrage*. Je le sais. Il ajoute, lui-même : « *Avec un ouvrage, dans aucun pays, n'a affirmé aussi nettement les choses.* » Je souriais déjà au Petit chef-d'œuvre contemporain. Je souris un peu plus. Pourquoi M. Florian-Parmentier n'a-t-il pas édité l'*Ouvrage* dans la collection des *Grands chefs-d'œuvre contemporains* ?

Sa lettre est datée du 20 octobre. Je n'avais guère envie de le publier, vu la manière dont l'auteur me somme de l'insérer « en lieu et place » de l'article où je le nommais. Je n'aime pas beaucoup ça. Mais enfin, comme je ne vois pas venir l'huissier, je la publierai, d'autant plus qu'elle précise de façon curieuse la manière dont fut rédigée la fameuse *Histoire de la Guerre* par les Ecrivains Combattants.

Ecoutons donc M. Florian-Parmentier, auteur du *Génie*, de la collection des *Petits chefs-d'œuvre contemporains*.

« Je suis l'homme des attitudes nettes, je m'obéis à aucun mot d'ordre. L'Association des E. C. est assez clairvoyante pour avoir imprimé dans son *Histoire de la Guerre* par les Combattants, les pages de Marcel Sau-

rage bien en vue, alors qu'elle a jurement et simplement supprimé les miennes, en dépit d'un contrat régulier. Cette Association a essayé en me traduisant devant son tribunal de m'amener à démissionner. Je n'ai pas acquiescé d'être jeté dehors. Je n'admettrai pas non plus d'être entraîné par tel ou tel. Je m'en irai quand ça me plaira et si ça me plaît. »

Je ne comprends pas beaucoup cette attitude. Mais je note, avec le sourire toujours, l'existence du contrat régulier et de la censure chez les Ecrivains combattants. Cela confirme donc ce que je disais : que les écrits des collaborateurs de l'*Histoire de la grande Guerre* devaient être orthodoxes et aucunement suspects d'antimilitarisme. Je remercie M. Florian-Parmentier de confirmer mes dires.

Et j'espère qu'il me fera part de sa démission, quand il la donnera, bien entendu. J'ai comme une vague idée qu'il doit fourbir en ce moment une lettre de démission qui fera le second volume tout indiqué de la collection des *Petits chefs-d'œuvre contemporains* !

Ah ! bonne littérature, tu nous feras donc toujours doucement rigoler !

Maurice WULLENS.

Propos d'un Paria

D'abord, qu'est-ce que l'armée ? L'armée, c'est un troupeau d'hommes armés, disciplinés, chargés, nous a-t-on appris, de défendre l'intégrité des frontières et d'assurer l'ordre à l'intérieur d'un pays. Nous savons assez exactement, maintenant, ce que ces choses-là veulent dire. Nous savons que les troupes sont enrôlées, le plus souvent bien malgré eux, et auxquels sont inculquées les différentes manières de tuer son semblable, pour mission de réprimer, par la force, toutes les velléités de révolte de la part des masses asservies, et d'aller sur les champs de bataille se faire tuer, pour la plus grande gloire d'illustres généraux et le plus grand profit des Renault et des Krupp de tous les pays.

Anatole France, de sa profession académicien — tout le monde ne peut pas être délégué à la propagande — vient de reconnaître, un peu tard, mais publiquement, le bien-fondé de cette assertion.

On a souvent proclamé que l'armée, c'est l'armée est crime. On peut cependant en ajoutant que l'esprit militaire est dans la personnalité humaine tout sentiment... humain.

Le soldat n'est plus un homme, c'est un numéro. Il cotise, avec sa peau, au grand parti de l'imbécillité intégrale. Il ne pense plus. D'autres pensent pour lui, lui donnent une façon brutale des ordres brefs, qu'il exécute.

Et il va à droite, à gauche ou il plait à la fantaisie du chef.

S'il refuse, il est puni sauvagement. Ce sont pour lui de longues souffrances ou la mort, souvent préférable.

De tous temps, des esprits généreux, des écrivains éclairés se sont prononcés contre cet asservissement de l'homme.

La guerre a passé. Et le cliquetis des armes est devenu une musique stérile pour certaines oreilles « prolétaires ». Le garde-à-vous et l'obéissance — sans hésitation ni murmure — sont devenus des moyens d'émancipation. Il n'y a plus de dictature provisoire ; il y a la dictature tout court, avec l'armée !... Une armée qui ne se distingue que par sa couleur. Elle est rose.

Pas plus que dans les autres, les hommes qui la composent ne le font de leur bon gré, puisque un certain nombre d'entre eux préfèrent la désertion et ses risques, qui ne sont pas minces.

Une armée qui, elle aussi, assure l'ordre à l'intérieur — à coups de mitrailleuses — et qui règne d'ailleurs le champ de ses expériences en coopérant avec d'autres armées — non « prolétaires ».

Les agents bolcheviques qui font figure de chefs communistes s'efforcent de nous vanter les beautés de cette chose sublimée. La « fougue monomoussiste » va s'employer à faire avaler aux travailleurs les petites combines du va-t-en guerre Boukharine.

Le capitaine Treint parle même de le prendre, le train, pour aller ouvrir les portes de « nos villes » aux légions prolétaires.

Ce pauvre Treint déraile et ce n'est pas la faute, cette fois, à Le Troquier !... Mais il ne voit pas que le commandant de recrutement et faisant coup sur la capote bleue des malheureux pionsniers de ce pays étoilé rouge des Soviets.

Or, nous ne pouvons pas troquer une tenue pour une autre. Nous voulons supprimer toutes les livrées, toutes les casernes. Nous combattons le militarisme, rouge ou tricolore. La couleur, on s'en fou !

S'il nous faut, comme nous l'espérons un jour, un fusil pour participer aux combats révolutionnaires, nous voulons le faire librement, en anarchistes.

Il est probable, il est même certain, que pour une certaine besogne de destruction, nous aurons à nos côtés ceux qu'abusent encore, par leur facézie, les chefs dits communistes. Mais que ceux-ci sachent bien qu'ils nous trouveront en face et contre eux lorsqu'ils tenteront de briser, comme ils l'ont fait en Russie, l'élan vers l'émancipation de l'individu, pour installer leur système oppressif qui, bien que devenu rouge, restera cette chose haïssable : l'Etat.

Pierre MUALES.

Pour le bien de la France !

« Les prétendus discours de Lénine contenant soi-disant des offenses contre vous, l'un d'eux prononcé soi-disant à un banquet communiste et l'autre tout récemment, sont de pure imagination et constituent des faux. Lénine n'a fait aucun discours à un banquet communiste et, ces derniers temps, aucun discours n'a été prononcé par lui, vu que les médecins lui ont prescrit le repos... Je désire ardemment que le contact entre nous ne cesse point et j'exprime le ferme espoir que nous aurons encore l'occasion de travailler pour des buts communs pour le bien de la Russie et de la France. »

Récente lettre de M. Tchitchérine à M. Herriot.

COMITÉ DE DÉFENSE SYNDICALISTE LE CONGRÈS DE BERLIN

L'Internationale Syndicaliste Révolutionnaire est constituée

Conformément aux indications précises de ses groupements locaux, départementaux et régionaux, en accord avec les termes de la résolution ministérielle de Saint-Etienne, le Comité de Défense Syndicaliste a participé au Congrès mondial des syndicalistes-révolutionnaires et industrialistes qui s'est tenu à Berlin du 25 décembre au 3 janvier.

Le Congrès, malgré toutes les difficultés rencontrées sur le chemin de son organisation et pendant ses travaux ; malgré l'interdiction de la police et l'arrestation de nombreux militants, a pu, néanmoins, mener sa tâche à bien.

Disons, sans attendre davantage, pour satisfaire la curiosité légitime de nos amis, aussi, celle plus intéressée de nos adversaires, que le Congrès de Berlin a donné naissance à l'Internationale des Syndicalistes-révolutionnaires qui se placent sur le terrain de la lutte des classes et hors du contrôle de tous les partis politiques.

Comme la 1^{re} Internationale, elle s'appelle l'Association Internationale des Travailleurs

Fidèle aux principes et aux doctrines traditionnels du syndicalisme, principes et doctrines dont la valeur dans l'action a toujours été confirmée, le Congrès a décidé, pour renouer la tradition, pour assurer un lien de continuité entre le passé glorieux et le présent lourd de menaces pour la vie, l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme, de donner à la nouvelle Internationale le nom de la première. Elle s'appellera donc : l'Association Internationale des Travailleurs.

Elle fut constituée en toute connaissance de cause

C'est après avoir mûrement réfléchi, après avoir examiné les décisions du 2^e Congrès de l'I. S. R., que le Congrès, en toute connaissance de cause, a pris cette grave décision. Les documents soumis à son appréciation, les mandats formels des Centrales d'Europe et d'Amérique, lui ont fait sentir un devoir. Il ne s'y est donc pas dérobé.

Malgré l'appel lancé, par voie de presse, par le 2^e Congrès de l'I. S. R., le Congrès de Berlin fut une manifestation imposante. Le nombre des Centrales représentées dépassa de loin celui qui fut atteint par Moscou, qui, quel qu'on ait pu déclarer au Congrès de l'Union des Syndicats de la Seine, n'a pu grouper, comme Centrales, que la Russie et la France.

Etaient présents à Berlin : l'Allemagne (2 organisations, F. A. U. D. et A. M. P.), la Norvège, la Suède, l'Italie, l'Argentine, le Portugal, le Mexique, le Chili, le Danemark, la Tchéco-Slovaquie, la minorité russe, le Comité syndicaliste hindou, le Comité de Défense Syndicaliste français, la Hollande. L'Espagne confirmait ses décisions de juin et annonçait une déléguée qui n'a, sans doute, pu arriver à temps.

Les conditions d'admission et de votation Dès l'ouverture du Congrès, le protocole d'admission et de votation est adopté. Conformément à ce protocole, le C. D. S. reçoit voix consultative.

L'approbation du rapport moral

Après la nomination du président, le Congrès entend le secrétaire général du Bureau provisoire, notre estimé camarade Rocker, dans son compte rendu moral. Après avoir passé en revue les principaux événements de l'année, examiné et commenté les pourparlers avec l'I. S. R., porté à la connaissance de l'assemblée les décisions prises au 2^e Congrès de l'I. S. R. — qui, pour lui, ne laissent subsister aucun doute dans leur application — Rocker demande, sans plus attendre, de passer à l'examen de l'ordre du jour.

Le compte rendu moral est adopté à l'unanimité, après un échange de vue amical et quelques demandes d'explication de la Hollande.

Les décisions du 2^e Congrès de l'I. S. R.

Estimant, en toute impartialité, que le Congrès doit être pleinement éclairé sur les décisions du 2^e Congrès de l'I. S. R., la délégation française dépose, dès l'ouverture de la discussion, la résolution suivante :

« L'ouverture de nos travaux, le Congrès considère qu'avant de donner naissance à une Internationale Syndicaliste, il lui est absolument nécessaire de connaître les décisions prises par le 2^e Congrès de l'I. S. R. »

« Ainsi renseigné et s'appuyant sur ces décisions, le Congrès pourra prendre, à son tour et comme conséquence, toutes les décisions qu'il jugera utiles pour sauvegarder l'indépendance et l'autonomie du syndicalisme international. »

« En outre, cette sage précaution permettra, le cas échéant, même en l'absence de délégués de l'I. S. R. ou de la C.G.T., de rejeter toute la responsabilité des décisions prises par le Congrès de Moscou ; de donner toute sa justification à la constitution de la nouvelle Internationale et de lui assurer, dès l'origine, la force d'action et la puissance de rayonnement qui lui sont nécessaires pour remplir sa mission. »

Le Congrès décide d'entendre Losovsky, s'il se présente

Il est inutile de rappeler ici les scrupules qui nous faisaient déposer cette résolution. Nous les avons suffisamment indiqués déjà. La présence assurée de Losovsky à Berlin nous faisait, en outre, un devoir d'entendre le secrétaire de l'I. S. R., si celui-ci manifestait, tardivement, le désir, malgré son refus ironique, d'être entendu par le Congrès de Berlin. Après un long échange de vues, souvent très vif, le Congrès décida, cependant, d'entendre Losovsky ou tout autre délégué de l'I. S. R. Il fut adopté la proposition suivante :

« Le secrétaire de l'I. S. R., ou tout autre délégué de l'I. S. R. ou de la C.G.T. Russe, pourra, s'il se présente, faire une déclaration dans la durée n'est pas limitée, dans tel sens qu'il jugera utile. Après cette audition, le Congrès lui fera connaître la décision qui résultera de cet échange de vues et passera à l'ordre du jour. »

Malgré ses affirmations répétées d'assister à tous les Congrès internationaux, l'I. S. R. jugea bon de s'abstenir. Elle en porte toute la responsabilité.

Les rapports de l'Association Internationale des Travailleurs et de l'I. S. R.

Après avoir examiné les décisions du Congrès de Moscou et avant de constituer la nouvelle Internationale, dont le principe est décidé à l'unanimité, moins la Hollande, le Congrès de Berlin décida, au préalable, de déterminer les rapports avec les autres organisations, et tout particulièrement avec l'I. S. R.

Après avoir exposé son point de vue, la délégation française déposa la résolution suivante, conforme à toute l'action passée de la minorité française et du Bureau provisoire :

« En constituant l'Internationale des Syndicalistes révolutionnaires et industrialistes, le Congrès de Berlin déclare s'opposer avec force contre la scission provoquée successivement par Amsterdam et Moscou. »

« En complète harmonie avec les termes de la lettre du 12 août 1922, adressée par l'I. S. R. à l'Exécutif de l'I. S. R., tout en considérant que ce dernier a refusé toute discussion pour trouver une plateforme d'unité et de tolérance. »

« Le Congrès n'en persiste pas moins, malgré les décisions du deuxième Congrès de l'I. S. R., à affirmer son inébranlable volonté de reconstituer l'Unité indissoluble des Syndicalistes du monde. »

« En conséquence, le Congrès proclame : « dès aujourd'hui, j'ai poursuivi, avec une volonté tenace et une persévérance inlassable, la réalisation de l'Unité syndicaliste internationale. »

« Pour ce faire, il déclare expressément qu'il entend poser à nouveau à l'Exécutif de l'I. S. R. le problème de l'Unité, de même qu'il entend aussi lui proposer à chaque occasion d'action offensive ou défensive, une entente qui déterminera les buts, les moyens et le caractère de cette action. »

« De l'acceptation ou du refus des propositions du Bureau, du respect ou de la violation des accords intervenus, de l'action ou de l'inaction de l'I. S. R., résultera, pour le prolétariat mondial, la certitude que cette Internationale veut ou non l'Unité de tous les prolétaires ; quelle est décidée ou non à lutter pour la libération effective des peuples ; quelle est réformiste ou révolutionnaire. »

« Réformiste, les prolétaires de tous les pays décideront alors s'il convient, malgré nos différentes doctrines, de poursuivre, d'accord avec l'I. S. R., la réalisation de l'Unité, ou si, au contraire, devant la carence d'action constatée de cet organisme, il convient de rallier Berlin, devenu le seul centre mondial d'action du syndicalisme révolutionnaire. »

« Discutant toujours de force à force, de l'Unité à l'indépendance, en pleine liberté, en complète indépendance, l'Internationale syndicaliste de Berlin, par la valeur de ses doctrines, par la force de son action, ne craint pas de les contacts avec l'I. S. R., et il faudra bien un jour, sous la pression des faits, que cette dernière consacre définitivement l'Unité ou la scission, l'autonomie ou l'interdépendance. »

« En conséquence, le Congrès donne mandat au Bureau International de tenter de poursuivre, en plein accord avec la lettre du 12 août, la réalisation de l'Unité d'action, d'abord, et de l'Unité d'organisation, ensuite. »

Cette résolution souleva immédiatement une discussion serrée, qui dura fort longtemps, et au cours de laquelle la délégation argentine, en particulier, manifesta sa volonté de ne plus discuter avec l'I. S. R. Finalement, et s'appuyant sur la résolution française, qui la maintient à titre de déclaration formelle, le Congrès adopte la résolution suivante, qui donne toute satisfaction à la délégation du C.D.S.

Envers et contre tous, l'A.I.T. poursuivra la reconstitution de l'Unité d'action et d'organisation

« Considérant l'importance capitale de l'Unité révolutionnaire dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme et l'Etat ; »

« Tenant compte du fait que le bloc des forces sincères du prolétariat mondial est une des conditions primordiales d'accomplissement de la nouvelle Internationale syndicaliste révolutionnaire ; »

« Le Congrès délibère qu'un des devoirs les plus urgents de l'Internationale Syndicaliste est de prendre l'initiative la plus énergique pour la réalisation de l'Unité des forces révolutionnaires mondiales et d'entrer en relations avec toutes les organisations du monde qui seraient décidées à se solidariser avec cette initiative et à y donner leur concours. »

« D'accord avec cette décision et malgré les différences fondamentales de doctrine qui nous séparent des organisations économiques de l'I. S. R., le Congrès donne mandat à l'organe administratif de l'Internationale Syndicaliste de poursuivre une campagne active pour la réalisation de l'Unité des forces révolutionnaires mondiales et d'entrer en relations avec toutes les organisations du monde qui seraient décidées à se solidariser avec cette initiative et à y donner leur concours. »

« En raison de l'importance et de l'importance finale d'une entente entre tous les éléments révolutionnaires pour l'action contre le capital et l'Etat ; »

« Le Congrès décide, en cas de refus de l'Exécutif de l'I. S. R. de s'adresser aux organisations adhérentes à Moscou par-dessus la tête de cet Exécutif. »

« Prenant acte de la déclaration française du Comité de Défense Syndicaliste, le Congrès espère que le syndicalisme français viendra dans son entier appuyer de toutes ses forces l'initiative prise par le Congrès International des Syndicalistes Révolutionnaires et l'œuvre de regroupement de la famille syndicaliste que la nouvelle Internationale entreprendra au lendemain même de sa constitution définitive. »

Cette résolution est adoptée, à l'exception de la Hollande, qui déclare ne pas vouloir prendre part au vote et s'abstenir. Le Congrès de Berlin a été visité, et de l'Argentine, l'appliquant son vote d'abstention par une déclaration.

(A suivre.)

Pierre BESNARD.
Albert LEMOINE.

L'Autorité et le Crime

Le camarade Soustelle nous a narré, dans le dernier numéro du *Libertaire*, le crime commis à la centrale de Thouras par un prévenu, sur la personne du détenu Biguerie. Supposons un instant que c'est un cas isolé, serait-il enfantin, et nul n'a oublié les meurtres perpétrés impunément dans les bagnes d'Afrique par la crapule galonnée, qui est le plus bel ornement de civilisation de cette contrée lointaine. Il y a deux ans, c'était le scandale des camps de Saint-Sauve, pour lequel la campagne de défense sociale entama la campagne de répression, n'a pas empêché les criminels au service de l'autorité de continuer leur sale besogne, au contraire.

Les journaux avaient soulevé le lièvre

bien à regret, et, parce que cette affaire avait produit, dans le lieu où elle s'était passée, une certaine émotion. Depuis, plus rien, si ce n'est qu'on nous a appris que les deux sentinelles que l'on donnait comme principaux témoins, avaient rétracté, tout ou en partie, ce qu'ils avaient affirmé au début. C'était prévu. Et comme le dit Daudet lui-même, ouvrir une enquête sur ces faits, serait être à la solde de l'étranger et travailler contre le pays.

Quand l'affaire s'est produite, le directeur n'était pas là, on s'en doutait un peu ; quant aux gardes-chiourmes, eux n'ont rien vu, et ça se comprend. Reste le principal auteur de l'acte, l'ami nommé ce brave prévenu qui, par sa façon de travailler, eût fait un admirable nettoyeur de tranchées pendant la grande guerre du droit.

Ah ! si Mangin avait eu sous ses ordres un homme comme cela, que n'aurait-il réclamé pour lui ? Croix de guerre, médaille militaire, voire même la Légion d'honneur. A cette époque de sauvegarde ses crimes lui eussent valu la reconnaissance de nos compatriotes, son nom accolé à ceux de Poincaré, Clemenceau et Foch eût passé à la postérité. En cas d'accident, il serait peut-être devenu le poli inconnu que la curiosité, ou la pitié des foules, auraient bercé en son tombeau.

Rien de tout cela n'est arrivé, ce héros est vivant, et ainsi que le dirait candidement le *Petit Parisien*, semblable affaire ne se produira plus, le prévenu devant être libéré incessamment. J'aime à penser que, depuis, il l'a été, de façon que l'on n'ait pas à instruire son affaire.

Dans cette histoire, comme dans tant d'autres, il n'y aura pas de sanctions, parce qu'il ne peut y en avoir sans porter un coup néfaste aux institutions périmées que nous subissons. En effet, condamner le prévenu, c'est condamner les gardiens ; condamner ceux-ci, c'est condamner le directeur et, enfin, c'est condamner le ministre de la justice et l'autorité sans laquelle il n'y a pas de société capitaliste possible.

Je conclus donc : Pour faire disparaître les crimes que notre odieuse société est contrainte de commettre si elle ne veut pas mourir, il est de plus en plus urgent de tuer dans les cerveaux l'esprit d'autorité qui asservit les individus et leur fait accepter tout ce qui vient d'en haut. Cette autorité a commis tant de crimes que l'on en est à se demander comment il se fait que la classe ouvrière l'accepte encore comme la panacée universelle, alors qu'elle devrait, avec un ensemble touchant, la combattre et la détruire jusqu'à dans ses derniers fondements.

Travailleurs, camarades, renversons les obstacles, nettoyez la route au bout de laquelle l'on voit poindre la société meilleure, brisons les idoles et, enfin, mettons dans la pourriture bourgeoise, dernier refuge des temps passés, le fer et le feu, ce qui permettra alors à l'individu de se développer librement et d'accéder à l'idéal rêvé : l'anarchie.

J. BUCCO.

UNION ANARCHISTE FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

GROUPE ANARCHISTE DU 20^e

Le jeudi 13 janvier, à 20 h. 30

à la BELLEVILLE, 23, rue Boyer

CONFERENCE PUBLIQUE

ET CONTRADICTOIRE

Sujet traité :

POURQUOI NOUS SOMMES

ANARCHISTES

III

LA PRATIQUE ANARCHISTE

Position de l'anarchiste dans le milieu social.

L'illégalisme, l'exploitation

par

André COLOMER

Participation aux frais : 0 fr. 75

Cette conférence est la troisième d'une

série de 8 conférences éducatives de

propagande qui formeront une étude

d'ensemble de l'Anarchisme. Elles se

ront données par le camarade ANDRÉ

COLOMER, dans la même salle, chaque

quinzième. Voici les sujets qui seront

traités ultérieurement :

1^o Anarchisme et Révolution.

Antiparlementarisme et adogmatisme

révolutionnaire.

Anti-étatisme et syndicalisme

révolutionnaire.

La violence anarchiste et le Progrès

humain.

5^o L'Organisation anarchique de la

Vie.

Libre consommation et libre production.

Le Communisme libertaire

par la syndicalisation pratique.

6^o La Beauté de vivre.

L'esthétique individuelle remplaçant

les normes collectives.

L'éducation anarchiste.

7^o L'Anarchie et l'Amour.

L'homme et la femme anarchistes.

La question sexuelle.

Le sentimentalisme. Le foyer.

L'émancipation de la femme.

